

BIENVENUE À « IOU-SI-DEUBELIOU »: L'UNIVERSITY CONSORTIUM OF WALLONIA

Publié le 23 septembre 2016



En cette période de rentrée académique, le Pr André Füzfa, Vice-Rector aux affaires sociales et étudiantes de l'Université de Namur (UNamur), s'interroge sur l'avenir de l'Université d'ici à 2046 et sur la mondialisation de l'éducation. Une réflexion forcément grinçante.

CARTE BLANCHE

15 septembre 2046. Aujourd'hui est un grand jour. Comme chaque année depuis trente-sept ans, je vais faire ma rentrée académique. Si la passion pour mon métier est toujours là, bien vivante, je dois admettre que le monde de l'enseignement supérieur a bien changé en trente ans.

L'université publique et unique, l' « University Consortium of Wallonia » ou UCW (prononcez « iou si deubeliou », à l'américaine, mais en nettement moins bien), que nous connaissons aujourd'hui provient de la fusion de tous les établissements d'enseignement supérieur il y a à peu près 20 ans.

La disparition assez soudaine des petites universités d'alors a précipité l'avènement de l'UCW, qui s'est engouffrée dans la mondialisation de l'éducation sans en avoir les épaules. Il faut dire qu'à l'époque s'étaient succédé frénétiquement plusieurs réformes dirigistes dont tout le monde a oublié depuis longtemps les éventuelles bonnes intentions pour ne plus retenir que les effets pervers : la privatisation de l'éducation que nous constatons aujourd'hui.

L'avènement du business parallèle à l'enseignement supérieur

Les décrets indigestes et les circulaires en tous sens ont tout d'abord fatigué le personnel compétent de l'UCW. C'est à cette époque que la durée des études supérieures s'est allongée insidieusement, quand de plus en plus d'étudiants ont commencé à privilégier des notes de 10/20, un montant annuel de 45 crédits et des recours juridiques longs et coûteux plutôt que de s'imposer par le mérite de leur travail. Ceci n'a fait que renforcer le business parallèle à l'enseignement supérieur, qui a fini par le supplanter.

En effet, la bifurcation s'est produite lorsque les grandes sociétés immobilières du logement étudiant se sont alliées aux entreprises privées d'aide à la réussite pour proposer des formules d'enseignement supérieur à la carte, bien plus compétitives (forcément vu l'état d'abattement du public).

Les politiciens, trop heureux de voir enfin émerger une nouvelle économie salvatrice pour une région sinistrée, ont applaudi des deux mains en donnant à ces nouveaux acteurs l'autorisation de diplômer. Le personnel compétent mais fatigué par ces années de dirigisme politique a rapidement déserté le secteur public moribond pour rejoindre ce nouveau secteur privé en pleine expansion.

Frais d'inscriptions décuplés, diplômes « sous-traités »

Les étudiants qui en avaient marre d'être les dindons de la farce et la variable d'ajustement du politique ont plébiscité en masse le nouveau système. Il faut bien dire que le taux d'encadrement était d'emblée bien meilleur dans ces boîtes privées que dans l'usine à gaz de l'UCW.

C'est à ce moment que les prêts pour les études supérieures, que nous ne pouvons plus éviter aujourd'hui, se sont déployés. Et les plantureux bénéficiaires d'arriver. Dans une optique de profit, les nouveaux établissements privés ont réclamé des frais d'inscription décuplés. L'accessibilité des professeurs y a été monnayée à un tarif horaire et on a enfin pu configurer son diplôme complètement à la carte (le très connu « diploma tuning »), moyennant un petit supplément. Ce n'est que très récemment que l'institut privé I. & G. Bouglionov a franchi le pas ultime en proposant aux nantis d'acheter directement un diplôme sur base de travaux intellectuels sous-traités.

De nos jours, faire de la recherche fondamentale n'est plus possible dans ce pays, à moins d'être sponsorisé par un mécène. Dans nos établissements privés, vous devez arriver avec votre modèle

de rentabilité économique si vous voulez former des étudiants à l'excellence de l'école de la recherche fondamentale ou encore proposer des activités d'éducation scientifique au grand public.

Le mérite ne s'achète pas

J'entraperçois toutefois une lueur d'espoir. Malgré la déplorable débandade autour de la mondialisation de l'éducation, je constate encore que le savoir, au fond, ne s'achète pas, mais se mérite au bout d'un cheminement personnel quotidien. Je vois toujours des jeunes brillants, souvent des femmes d'ailleurs, percoler à travers le système dantesque que notre incurie a construit et continuer à faire progresser l'humanité par les fruits de leur questionnement. Oh bien sûr, ils n'ont pas la vie facile et doivent souvent louvoyer, mais malgré tout le marasme du business de l'éducation, ils brillent et attisent les jalousies.

Si je pouvais revenir trente ans en arrière, à cette époque charnière où l'on a enclenché ce processus funeste en s'engouffrant la tête la première dans la mondialisation de l'éducation, je donnerais ceci comme conseil aux jeunes de la rentrée académique 2016: n'oubliez pas qu'il vous appartient toujours de faire mentir toutes ces prédictions alarmistes. Travaillez dur, posez des questions pertinentes et amusez-vous en apprenant. Le mérite, lui, ne s'achète pas.

André Füzfa,
Charleroi-la-Neuve,
capitale de Wallonie-Bruxelles,
septembre 2046.

(Note: Le titre et les intertitres sont de la rédaction)